



Le développement local dans la perspective du sujet géographique

Xavier Arnauld de Sartre, Vincent Berdoulay

► To cite this version:

Xavier Arnauld de Sartre, Vincent Berdoulay. Le développement local dans la perspective du sujet géographique. *Hegoa : cahiers du SET*, 2005, 25, pp.6-14. halshs-00653403

HAL Id: halshs-00653403

<https://shs.hal.science/halshs-00653403>

Submitted on 19 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le développement local dans la perspective du sujet géographique

Xavier Arnauld de Sartre
Vincent Berdoulay

Le développement local est aujourd'hui à la confluence de multiples préoccupations scientifiques et professionnelles, car le statut du « local » a changé. De simple territoire passif, réceptacle d'actions conçues à un niveau supérieur pour son plus grand bien, il est devenu la condition – ou une des conditions – du développement, c'est-à-dire un espace où se produit une certaine alchimie porteuse de développement à toute échelle.

L'approche de développement local s'est principalement diffusée à partir des années 1970, notamment au Québec, en France et dans de nombreux pays où il prend parfois d'autres appellations comme celle de développement communautaire (Houée 1974, Pecqueur 1989). Il s'est inscrit très tôt dans l'enseignement, comme ce fut le cas à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (les présents Cahiers sont reliés à cette initiative). Il donnait suite aux insatisfactions provoquées par l'aménagement du territoire conçu comme une planification « rationnelle », « frontale » ou technocratique, un peu comme le BAEQ (Bureau d'aménagement de l'Est du Québec) ou la DATAR le faisaient de façon spectaculaire dans les années 1960. Il s'agissait d'une planification faite par des professionnels qui s'estimaient les seuls détenteurs du savoir pertinent, de la vérité, et qui n'avaient donc pas besoin de consulter les populations locales pour décider ce qui était bon pour elles.

Bien sûr, des adoucissements de l'approche rationnelle avaient été introduits. Par exemple, on va procéder par étapes à la fin desquelles on fait des correctifs (c'est l'approche « incrémentale »), ou bien on va instituer la participation en conviant la population à la présentation du projet (la participation se limite à discuter de modifications mineures de ce qui a été décidé). Mais fondamentalement, l'approche reste la même : le planificateur se réclame de l'expert, qui se réclame de la vérité scientifique. Si besoin est, c'est-à-dire si la population ne suit pas, il faut « communiquer », lui « expliquer » le bien-fondé du projet qui ne peut être remis en cause.

Le mouvement que représente le développement local apparaît donc comme une réaction, une résistance, aux pratiques antérieures. Il l'a fait avec une telle vigueur qu'il a pu tomber dans des excès inverses. Ainsi, en insistant sur la volonté d'agir en tenant compte des préférences des populations, d'agir « du bas vers le haut » plutôt que « du haut vers le bas », le local a été considéré comme une source principale de l'action, au point qu'il a pu être investi d'une sorte de vérité première. Et ce, parfois, jusqu'à refuser de tenir compte de l'intérêt général. Par ailleurs, la remise en cause de la planification « du haut vers le bas » est allée jusqu'à la critique de la notion même de développement, avec sa réduction des problèmes à des enjeux économiques et productivistes. La crise environnementale, à l'échelle mondiale notamment, a aussi relancé ces préoccupations autour du développement durable.

Mais au fond, les thèmes qui vont ressortir de ces débats et qui sont toujours pertinents concernent l'autonomie du local, la démocratie locale, voire la culture locale. Ils imprègnent les connaissances et les pratiques (Jambes 2001). Et l'exigence contemporaine pour la démocratie n'a fait que renforcer ces prétentions et les légitimer. Ainsi, au fil des années, le développement local a constitué une préoccupation de plus en plus ouverte aux personnes, à leur rôle. On se préoccupe moins d'un individu passif que d'un sujet autonome et actif, qui cherche à maîtriser les conditions de sa vie individuelle ou collective. On s'intéresse à un sujet investi dans son propre devenir.

Mais force est de constater que cette ouverture, forte au niveau de la rhétorique, de l'aspiration, s'est relativement peu traduite par une modification profonde des théories et des modèles d'action qu'on peut mobiliser pour comprendre ou favoriser le développement local. Les innovations récentes en matière d'organisation du débat public restent en deçà, et ce même dans le cas de l'approche collaborative en dépit de sa volonté d'instituer une pleine participation des populations concernées par un projet et de faire du professionnel plus un médiateur qu'un concepteur (Soubeyran et Barnier 1985, Berdoulay 2003). L'insistance sur les procédures ne lui permet pas de saisir ce qui motive fondamentalement les sujets.

Il semble, en forçant le trait, que le développement local s'est quelque peu constitué en marge des recherches fondamentales des sciences humaines et sociales, tout préoccupé qu'il était par un souci d'efficacité immédiate et de professionnalisation. L'action en développement local se fait beaucoup au moyen de procédures, de techniques, de diagnostics, de méthodes de repérage des jeux d'acteurs, etc. Elle repose sur tout un appareillage méthodologique qui, sur le fond, n'est pas sans rappeler la froideur des démarches contre lesquelles il réagissait... Car toutes ces techniques sont relativement peu sensibles à l'expérience du sujet ou du moins l'intègrent peu.

Il y a donc là un défi qu'il faut relever. Pour contribuer à y répondre, on partira de la remarque suivante : le mouvement évoqué précédemment, qui correspond à la demande du développement local pour une meilleure prise en compte des sujets, a reçu un écho analogue au sein des sciences humaines et sociales contemporaines. Et ce, même si elles désignent une recherche fondamentale sans préoccupation immédiate pour l'action.

En effet, quoique de façon parfois confuse et incomplète, l'intégration de la perspective du sujet au cœur des démarches des sciences humaines et sociales constitue un thème très débattu. On peut même dire que cette préoccupation pour le sujet est en train de croître à l'heure actuelle. C'est un vrai virage épistémologique qui est en cours, dont on n'a pas encore pris toute la mesure. Elle nous renvoie au besoin de mieux cerner la notion, de façon disciplinaire, interdisciplinaire et transdisciplinaire, car son impact s'étend jusqu'aux demandes de cadrage de l'action en aménagement et développement local.

Une des difficultés provient peut-être du poids du structuralisme, encore puissant dans les sciences humaines et sociales au temps de l'émergence du développement local. C'est un peu comme si celui-ci s'était maintenant retrouvé orphelin du structuralisme. L'accompagnement scientifique n'a

pas suivi. Entre le néo-structuralisme à la Bourdieu et l'actionnisme à la Boudon, l'ouverture que le développement local fait à la question du sujet s'est relativement peu traduite par une modification profonde de ses appuis théoriques et méthodologiques.

Avec le déclin du structuralisme, l'analyse des structures quelles qu'elles soient – symboliques, sociales, économiques, voire naturelles – n'est plus ressentie comme l'unique clef de compréhension, et les sciences humaines et sociales ont cherché à faire une place plus grande au volontarisme de l'acteur, à ses stratégies individuelles et collectives. Parallèlement, la subjectivité des populations a été étudiée en tant que représentation ce qui est assez répandu, mais sans vraiment que cette subjectivité soit articulée directement à l'action et à la transformation du monde.

Il y a là plusieurs pas importants. On peut considérer que l'apport du néo-structuralisme est essentiel : au lieu de dire que des populations sont rétives au changement par tradition ou par manque de connaissance, les structuralistes montrent que ce sont des schémas de pensée (des structures mentales) qui contraignent l'action et l'innovation. Mais un défaut de ce type d'approche demeure de considérer qu'il y a des blocages, vaguement religieux ou culturels, qui contraignent l'innovation ; dès lors s'instaure un déterminisme social qui, simplifié comme il l'est souvent dans des manuels de développement, amène à considérer que le changement est impossible.

Une autre approche, qui ne se réclame plus du déterminisme mais de l'actionnisme, traduit bien, elle-aussi, cet imbroglio théorique qui a succédé à l'analyse structuraliste – sans pour autant parvenir à faire émerger un champ autonome et cohérent. L'ouvrage de Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995), représentatif de ce courant, a bien une telle volonté : se déclarant « actor-oriented », dans la filiation d'un autre auteur de ce courant, Norman Long (1977), il reconnaît que les structures ne sauraient à elles seules être explicatives des comportements des populations développées ; son objectif est donc de comprendre quelles peuvent être les « stratégies » que les acteurs adoptent dans certains contextes particuliers.

L'approche dite « actor-oriented » correspond à une réaction au structuralisme : il s'agit de considérer que les acteurs ont des raisons rationnelles, même si l'expression rationalité est entendue de manière large. J.-P. Olivier de Sardan dit que ainsi : « les rationalités paysannes, bien que différentes des postulats du développeur, ou du modèle de l'homo œconomicus des théories néo-libérales, n'en étaient pas moins des rationalités, et des rationalités proprement économiques, dont on pouvait rendre compte sans invoquer les fameux blocages culturels ou les contraintes religieuses » (Olivier de Sardan, p. 32). Il s'agit de considérer, comme dans le cadre de la théorie systémique, que les acteurs ont des raisons, et des bonnes raisons, de faire ce qu'ils font. Ainsi ces auteurs, en mettant en évidence le rôle actif des populations dans la réception et le suivi d'une politique de développement, en viennent-ils à parler de rationalités de l'acteur et, rapidement, de stratégies : « L'accent est mis sur les acteurs sociaux, ou les groupes d'acteurs sociaux, leurs stratégies, leurs enjeux. La marge de manœuvre des individus et des groupes à l'intérieur des ensembles de contraintes définis par les structures est désormais un objet d'étude privilégié » (*Ibid*, p. 39)

Cette démarche se veut une synthèse entre la mise en évidence des structures qui contraignent l'action, et les stratégies d'acteurs – c'est ce que Jean-Pierre Olivier de Sardan appelle l'interactionnisme : « La perspective interactionniste ici défendue entend combiner analyse des contraintes et stratégies des acteurs, pesanteurs structurelles et dynamiques individuelles ou collectives » (*Ibid*, p. 40). La perspective est ici très stratégique. Elle se réclame de trois courants : la théorie de la structuration de Giddens (1984), la sociologie des organisations (Crozier et Friedberg, 1977) et la théorie de l'acteur de Touraine (1984).

La filiation avec les deux derniers courants est évidente. Crozier et Friedberg développent leur théorie dans un courant proche de la systémique, mais en l'élargissant. Le système est ce qui agit pour opposer des contraintes à l'acteur, pour fournir le cadre dans lequel l'acteur, dont la rationalité est limitée, agit et définit ses stratégies. Touraine va plus loin, en montrant que les rationalités peuvent être multiples et enchâssées dans divers contextes. Olivier de Sardan consacre de nombreux passages à ces thèmes. Ainsi, l'idée « d'arène de développement », application très courante de la théorie d'Olivier de Sardan, vise à montrer que le développement entre dans des rapports de pouvoir locaux, qu'il faut comprendre et qui contraignent l'action.

On comprend par contre plus difficilement la référence à la théorie de la structuration d'Anthony Giddens. Elle prétend bien à la synthèse entre structure et acteur, et elle vise bien à la réaliser dans des contextes particuliers. Mais, à la différence de ce qu'en retient Olivier de Sardan, cette synthèse va largement au-delà de la stratégie, ou même de rationalités. Chez Giddens, il y a une certaine conscience pratique, et une certaine routinisation des comportements, qui n'est pas que stratégique – ni non-consciente. Elle renvoie à un savoir topique particulier. C'est la théorie dite du sujet, éloignée de la théorie de l'acteur à laquelle se rattache, finalement, Jean-Pierre Olivier de Sardan.

La volonté de tenir compte du sujet en tant qu'être autonome et actif va en effet plus loin. Le sujet n'est pas un individu qui réalise dans son comportement des logiques qui lui sont extérieures, des logiques qu'il ne ferait qu'appliquer (Dubet 1994). Le sujet doit composer avec des contradictions que ces logiques génèrent par ailleurs. Il doit assumer des tensions, des problèmes, des conflits qui lui sont imposés et construire ainsi ses propres lignes de conduite.

C'est là que la préoccupation géographique pour les dimensions territoriale, environnementale, écologique, de la conscience de soi intervient plus particulièrement. On assiste dans le monde contemporain à l'éclatement des espaces de référence, des espaces d'appartenance culturelle et sociale, au point que certains pensent que le lieu n'est plus une réalité de la vie sociale. Mais, en faisant le même constat d'éclatement des références, on peut faire une interprétation tout à fait différente (Berdoulay et Enrikin 1998). On peut dire que cet éclatement exige, en fait, un investissement accru du sujet : c'est lui qui doit mettre en cohérence son monde et, par là même, son identité. À la multiplicité des espaces de référence correspond une pluralité du sujet qui, pourtant, travaille à se construire au moyen de son propre monde, d'un lieu qui est le sien et qui est cohérent.

En somme, ce vers quoi tendent les travaux contemporains, ce n'est pas une juxtaposition d'« instances » séparées, ou plus ou moins combinées, c'est plutôt une démarche qui aborde le sujet comme indissociable de son lieu. L'un ne va pas sans l'autre. L'un n'est rien sans l'autre. Comme on peut si bien l'exprimer en français : le sujet a lieu (Berdoulay 1997). C'est cette perspective géographique sur le sujet et le lieu, qui nous invite à revisiter les espaces par lesquels le sujet s'est investi ; et dans le contexte actuel d'aspiration démocratique, cela semble encore plus justifié, étant donné l'importance des transformations géopolitiques que nous connaissons.

Nous sommes ainsi à la recherche de nouveaux lieux d'énonciation pour être partie prenante de notre devenir. La notion de sujet – notion tout à fait transdisciplinaire – est à inscrire dans l'espace et dans le temps : elle doit permettre de mieux percevoir ces lieux d'énonciation qui, à leur tour, sont porteurs de développement local.

Notre volonté d'enrichir le point de vue du développement local par la pleine prise en compte du sujet tel que l'abordent les sciences humaines et sociales contemporaines ne renvoie pas à la mythification du local. En effet, l'évolution des idées post-structuralistes dans ces sciences ne revient pas à légitimer une approche où le local se réinvestirait de cette vérité première ou supérieure que nous invoquons tout à l'heure. Deux raisons au moins militent contre cet unilatéralisme, malheureusement encore beaucoup trop répandu en développement local. La première, c'est qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain ! Il existe des savoirs professionnels en aménagement, en développement, et ce, depuis longtemps, qui sont utiles même s'ils doivent être transformés, modifiés, infléchis, recadrés. C'est clair dans plusieurs expériences exposées dans les pages qui suivent. La deuxième raison qui joue contre l'idée d'investir le local d'une vérité première, c'est qu'entre la localité et l'échelle de la planète entière, il existe de multiples éléments spatiaux, réticulaires ou territoriaux, qui interviennent autant dans la construction et le devenir du sujet et des lieux, que dans l'identification professionnelle des problèmes et des solutions envisagées. Le développement local renvoie avant tout à un milieu, qui est moins l'objet à modifier que le moyen par lequel le développement peut se faire. Il faut se rappeler que ce milieu comprend, entre autre, tout ce que la culture et l'imaginaire comptent de puissance pour passer de l'individu au sujet.

Au fond, nous voulons montrer que la perspective géographique du sujet n'est pas seulement une préoccupation théorique et épistémologique, c'est-à-dire loin de l'action concrète et pratique. Cette notion sollicite en fait un regard nouveau sur le développement local, pour le mettre mieux en phase avec les préoccupations profondes qui travaillent notre époque. Cette préoccupation est d'autant moins exclusivement philosophique ou théorique qu'elle est présente au cœur du développement local tel qu'il se pose, tel qu'il s'énonce, tel qu'on essaye de le faire, dans des régions très difficiles, notamment dans les pays dits « du Sud ». C'est particulièrement le cas dans le Chiapas, dans des parties du Brésil ou auprès des populations marginales en France, cas qui seront évoqués ci-dessous. Ce sont des secteurs où, certes, pèse le poids des structures de façon saisissante, accompagnées de violences souvent institutionnalisées. Mais justement, à travers les problèmes et les défis auxquels les

spécialistes du développement local doivent faire face, on voit que la préoccupation pour le sujet n'est pas seulement un luxe pour théoriciens. Elle constitue même un des piliers essentiels sur lesquels reposent des actions de développement local – et, parfois, la conception même des politiques qui définissent ces actions.

Caio Maciel et Jorge Santiago travaillent sur des sujets éminemment politiques, points chauds actuels de la lutte contre la mondialisation et de la violence rurale. Le Mouvement des Sans-Terre (MST) au Brésil est un mouvement fortement politisé, pris dans des rapports de pouvoir très contraignants pouvant rapidement déboucher sur des violences. « La lutte pour la terre » implique dans ces cas une forte discipline collective, et une politisation de bien des comportements qui deviennent de véritables stratégies orientées vers l'accès la terre : on pourrait donc expliquer ces derniers par une théorie de l'acteur du type de celle exposée plus haut (Olivier de Sardan, 1995). Mais ce que montre Caio Maciel, c'est que la lutte pour la terre ne peut rester une dimension strictement politique. En effet, les luttes servent à obtenir des terres, pas à les cultiver : la gestion d'une terre ne s'improvise pas quand on a été privé de terres pendant toute sa vie ; il faut l'apprendre petit-à-petit, créer des *habitus* qui ne soient plus la simple obéissance aux ordres d'un patron ou l'exploitation à court terme d'une terre « prêtée ». Et cela d'autant plus les terres que réussissent à s'approprier les agriculteurs du MST sont souvent de mauvaise qualité. Certes, ce raisonnement paraît évident, mais il a du mal à percer auprès de la direction du MST, encore très politisée ; or, c'est de cela que dépend, à terme, le succès du MST.

Ce cas, qui pourrait être un cas d'école, peut être généralisé non plus au rapport à l'activité agricole et au statut de propriétaire terrien, mais à la condition paysanne. Dans un autre point chaud du globe, le Chiapas, Jorge Santiago revient sur son expérience d'agent de développement lié à l'Eglise Catholique et à sa version latino-américaine des années 1960, la théologie (ou le « chemin » dit l'auteur) de la libération. Si à la base le rôle de l'agent de développement est politique – donner aux « Indiens » une place dans la société rurale mexicaine, c'est-à-dire parvenir à partager avec les « métis » – il montre deux choses : que la lutte se gagne d'abord dans les consciences (comme souligné par Paulo Freire, 1970) mais aussi, plus largement, dans les rapports quotidiens au lieu. L'image de la spirale qu'il développe illustre comment le processus de conscientisation se fait depuis un lieu particulier, en sachant s'en éloigner et intégrer des apports d'autres lieux ; la marche est l'image qu'il utilise pour qualifier ce cheminement psychique et physique de l'individu apprenant à être sujet.

Car ce cheminement n'est pas spontané ; il doit au contraire, et c'est là une de ses ambiguïtés, être suscité par des politiques appropriées. C'est à des politiques d'éducation, dont l'objectif est spécifiquement d'aider à l'émergence d'un sujet social local que participent Marizete Fonseca et Beatriz Ribeiro. Dans le cas, un peu moins conflictuel que le précédent, du Sud-Est de l'État du Pará au Brésil, elles rendent compte des réflexions qui animent les formateurs d'écoles par alternance destinées aux jeunes agriculteurs, en particulier pour adapter le concept à la base de ces écoles à la

réalité politique de la région et aux expériences vécues par les élèves. La compétence topique des acteurs et des éduqués est essentielle pour que l'on n'assiste pas à une simple adaptation de principes élaborés dans d'autres contextes, mais à la réappropriation de ces principes par les sujets sociaux locaux, qui peuvent parfois les transformer profondément.

Dans un contexte français, **Nathalie Sorita** montre que les compétences topiques des acteurs sont essentielles pour qu'un changement dans la situation des populations pauvres ait lieu et que les politiques d'intégration menées à leur égard fonctionnent. La « désaffiliation territoriale », entendue comme une perte de repères topiques, est un risque que courent les personnes en situation de pauvreté, risque que les politiques qui sont menées à leur égard ne réduisent pas, bien au contraire. L'urgence de comprendre que la désaffiliation territoriale compromet gravement la capacité qu'un sujet aurait d'être acteur de son propre devenir appelle à un changement de posture chez les acteurs sociaux – en même temps qu'elle souligne l'importance du lien entre lieu et sujet.

Angelo Turco propose, avec la notion de sociotopie, une manière de fonder théoriquement la concordance observée entre toutes ces expériences rapportées de contextes fondamentalement différents. Dans l'Afrique des villages, l'individu ne peut être compris que dans ses rapports au lieu qui confère à la parole et à l'action de l'individu ses dimensions sociales et individuelles essentielles : c'est le lieu socialement marqué qui fait le sujet. Or une politique de développement durable ou participatif qui ne reconnaît pas cette dimension topique de l'individu ampute ce dernier d'une dimension fondamentale ; elle le transpose dans un espace social qui n'est pas le sien. En considérant le local comme une simple arène dans laquelle un projet doit être défini, et non pas comme un milieu imprégnant fortement les logiques individuelles, l'agent de développement, même armé des meilleures intentions, se condamne à exercer une violence ethnocentrique.

Ces expériences et leurs théorisations ont, finalement, été plus ou moins intégrées dans les politiques publiques, qui reconnaissent le rôle des populations locales déjà évoqué plus haut. Dans leurs articles, Francinete Cardoso Galant, Rosa Acevedo Marin et Christophe Albaladejo se font l'écho de ces transformations des politiques globales et interrogent les conditions de leurs rencontres avec les populations locales.

Pour Francinete Cardoso Galant, cette rencontre est encore problématique en Amazonie. Certes, il y a eu de réels progrès depuis l'époque de l'aménagement frontal, époque à laquelle les territorialités des populations traditionnelles amazoniennes étaient tout simplement niées – négation d'autant plus pratique qu'elle évitait de légitimer la dépossession des terres dont ces familles étaient victimes. Or la littérature scientifique a depuis longtemps montré que les pratiques et savoirs des populations dites traditionnelles étaient beaucoup plus riches que l'on a bien voulu le croire. Prendre en compte cette richesse est un enjeu majeur pour le développement durable dans les prochaines années, afin de ne pas gâcher les espoirs qu'il a fait naître ou qui ont au moins accompagné sa naissance.

Rosa Acevedo Marin utilise l'exemple d'une de ces populations pour approfondir un type d'approche qui permettrait leur prise en compte. Elle montre comment le développement des communautés noires descendantes d'esclaves fugitifs (longue périphrase pour qualifier ce qui en portugais s'appelle des *comunidades quilombolas*) passe par la prise de conscience d'elles-mêmes et de leurs rapports au territoire. En partant du fait, maintenant connu au Brésil, que la propriété de la terre est une condition *sine qua non* de développement, elle montre comment cette propriété prend des formes particulières chez les Noirs marrons : la propriété collective – forme révélant un rapport symboliquement très chargé à la ressource. Or, ces liens ne peuvent être pris en compte dans des politiques menées par une administration reconnaissant une forme légitime de gestion, la forme capitaliste, et un type de projet, la construction d'infrastructure ou le projet à finalité économique. Même si ces projets sont aussi rationnellement fondés que possible, ils modifient les configurations socio-spatiales particulières que les sociétés avaient nouées avec leurs milieux et dès lors constituent une forme d'ethnocentrisme. Ce que propose l'auteur, c'est un développement endogène, pensé par la communauté selon ses schémas de pensée, qu'elle appelle l'ethnodéveloppement. Cette idée n'exclut pas, évidemment, la confrontation à d'autres expériences, ni le changement social (auquel ces sociétés ne sauraient échapper) : mais plutôt que de provoquer ce changement social, elle consiste à doter de cadres les sociétés pour qu'elles choisissent les manières dont elles souhaitent que ce changement ait lieu.

Saisir ces richesses potentielles des populations locales peut constituer, pour Christophe Albaladejo, un enjeu majeur de la recherche. L'observation attentive des inventions de nouveaux modes d'habiter et de produire des personnes pratiquant l'agriculture en France conduit à s'interroger sur l'émergence d'un nouveau pacte territorial que l'auteur qualifie de « citoyen ». Ces inventions peuvent être qualifiées d'innovations car malgré la contingence de chacune, elles sont porteuses d'un projet plus global. Elles sont « discrètes » cependant car elles ne sont pas identifiables dans le système d'information et de connaissance dominant en agriculture ni dans aucun des modèles de développement des espaces ruraux qui se superposent sans s'articuler : la sectorisation d'une part et le résidentiel et récréatif d'autre part (usages urbains du rural). L'identification et la généralisation de ces innovations discrètes demandent à rénover les cadres théoriques avec lesquels nous abordons les réalités locales.

D'une manière plus générale, les contributions réunies ici montrent que lorsque l'on parle de local, et lorsque l'on prétend agir à cette échelle, on ne peut faire l'économie d'une compréhension des multiples liens qui l'unissent aux sujets. Ceux-ci lui confèrent un sens particulier dont ils tirent de quoi fonder leurs expériences quotidiennes ; c'est de là que peut (re)partir le développement local.

Bibliographie

- Berdoulay V. (1997) « Le lieu et l'espace public », *Cahiers de géographie du Québec*, 41, pp. 301-309.
- Berdoulay V. (2003) « Desarrollo sostenible y organización del debate público: reflexiones sobre experiencias norteamericanas de evaluación ambiental », *Nuevos territorios para nuevas sociedades*, Saragosse, CIOT-IV, pp. 59-64.
- Berdoulay V. & Entrikin J.N. (1998) « Lieu et sujet. Perspectives théoriques », *L'Espace géographique*, 27 (2), pp. 75-89.
- Crozier M. & Friedberg E. (1977) *L'acteur et le système*. Paris : Seuil.
- Dubet F. (1994) *Sociologie de l'expérience*, Paris : Seuil.
- Freire P. (1970) *Pedagogia do oprimido*. São Paulo : Paz e Terra.
- Giddens A. (1984) *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Houée, P (1974) *Quel avenir pour les ruraux?*, Paris, Les Editions ouvrières.
- Jambes J.-P. (2001) *Territoires apprenants*, Paris, L'Harmattan.
- Long N. (1977) *An introduction to the sociology of rural development*, Londres and New York : Tavistock.
- Olivier de Sardan J.-P. (1995) *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*. Marseille : Coédition Karthala - APAD.
- Pecqueur B. (1989) *Le développement local*, Paris : Syros.
- Soubeyran O. & Barnier V. (1985) « Les enjeux du virage aménagiste », *Loisirs et société*, 8, pp. 55-91.
- Touraine, A (1984) *Le retour de l'acteur*. Paris : Fayard.